







A MESSIEURS,  
MESSIEURS LES JUGES  
DE LA COUR ET JURIDICTION  
DES REGAIRES DE NANTES.

*SUPPLIE humblement Ecuyer LOUIS - MICHEL  
LIBAULT, Négociant, & ancien Juge-Consul,  
Demandeur & intervenant.*

CONTRE Messire LOUIS-RENÉ-CHARLES  
D'ANDIGNÉ, Chevalier de Saint-Louis, ancien  
Capitaine des Vaisseaux du Roi; & dame MAR-  
GUERITE MURPHY, son épouse; & demoiselle  
ÉLÉONORE - MARGUERITE MURPHY, Mineure  
émancipée de Justice, procédant sous l'autorité de  
M.<sup>e</sup> PIERRE-FRANÇOIS GRIHAULT DELA MOTTE,

( 2 )

Procureur au Présidial de Nantes, son Curateur particulier : lesdites dame & demoiselle MURPHY Héritières, sous bénéfice d'inventaire, du sieur MICHEL MURPHY, leur pere, Négociant, Défendeurs & Demandeurs.

*D E L A C A U S E.*

Ecuyers DOMINIQUE DEURBROUCQ & PIERRE - JEAN DEURBROUCQ; Ecuyer CHAURAND, & dame DEURBROUCQ, son épouse; Messire FRANÇOIS DE LA GOURTIERE, & dame DEURBROUCQ, son épouse; Messire PANOU DE FEYMOREAU, & dame DEURBROUCQ, son épouse; dame DEURBROUCQ, veuve du sieur DULAC, Négociant : lesdits sieurs & dames DEURBROUCQ, Héritiers purs & simples du sieur DOMINIQUE DEURBROUCQ, leur pere, Défendeurs.  
Demoiselle JEANNE PIGEON, fille Majeure; & M.<sup>e</sup> CHEVILLARD, son Procureur, en cette qualité, ancien Procureur des Créanciers, en la succession bénéficiaire du sieur MICHEL MURPHY.

**D**ISANT que le sieur Michel Murphy, dans une procuration authentique qu'il lui a donnée, pour la liquidation des affaires du sieur Patrice Murphy son frere, prêt à faillir, s'est obligé de rembourser le quart indistinctement de toutes les dettes



( 3 )

qu'il acquitteroit, ce Procureur spécial a rempli sa Commission avec autant d'exactitude que de zèle, sans avoir d'autre intérêt que celui de l'attachement & de l'amitié : le sieur Michel Murphy a approuvé sa gestion dans tous ses détails. D'après un examen scrupuleux de ses comptes, au pied desquels il a signé qu'il les avoit vérifiés, qu'il les avoit trouvés justes, & qu'il déchargeoit le sieur Libault de toute autre reddition de compte, par une conséquence nécessaire de cette vérification, & de cette reconnoissance il a souscrit trois billets montant à 134,751 livres 7 sols 6 deniers, conçus précisément pour valeur dans son quart des dettes acquittées. Et ce sont ces billets que ses Héritiers, mécontents de voir s'évanouir une succession calculée d'avance, veulent faire envisager comme l'effet de l'erreur & de la surprise ; quoi qu'ait pu dire le sieur Michel Murphy, ils prétendent qu'il n'a eu intention de s'obliger que pour le quart d'une somme déterminée, comme s'il suffisoit à des Héritiers de prêter à leur Auteur des motifs contraires à ceux qu'il a exprimés, & qu'il a fait connoître par une foule d'actes, pour anéantir les engagements qu'il a contractés, ou les réduire au gré de leurs intérêts. Il ne sera pas sans doute difficile de faire tomber une découverte aussi singulière.

Au mois de Juillet 1782, les affaires du sieur Patrice Murphy se trouverent dérangées au point de ne lui laisser d'autres ressources que le dépôt de son bilan. Il fit part de sa situation au sieur Dominique Deurbroucq, son beau-pere, & sollicita de lui des secours qui pussent prévenir un éclat toujours humiliant pour un Négociant honnête.

Le sieur Deurbroucq lui avoit fait des avances considérables dont il ne lui étoit rentré qu'une partie. Sa fortune, qu'il devoit ménager pour huit enfants établis, étoit entre les mains de



divers Particuliers de Flandres. Déjà il avoit éprouvé des pertes considérables par des faillites auxquelles il ne devoit pas s'attendre ; il ne savoit jusqu'où cela pourroit aller : c'est sur toutes ces raisons qu'il appuya un refus formel. Les prières de ses enfants même ne purent l'émouvoir.

Cependant le terme des paiements du sieur Patrice Murphy approchoit, & point d'argent dans sa caisse ; il n'y avoit pas un instant à perdre. Toute la famille Deurbroucq, touchée du malheur d'un beau-frere qu'elle aime, s'assembla, & decida d'avoir une conférence avec le sieur Michel Murphy, frere de Patrice, & qui, lui tenant de plus près par les liens du sang, devoit être le premier à faire des sacrifices, & à éviter une flétrissure, dont lui & ses enfants eussent été les premiers à ressentir les effets. Les sieurs Deurbroucq aîné & Libault furent chargés de la commission ; ils allerent le trouver ; là, après des plaintes & des expressions de douleur respectives, il fut question des moyens de remédier au mal. Le sieur Michel Murphy crut que c'étoit principalement avec le sieur Deurbroucq pere que ces moyens devoient être concertés ; il parla d'une entrevue avec lui.

Dès le soir cette entrevue eut lieu ; il falloit nécessairement prendre un parti dans le moment, puisque dès le lendemain il y avoit des échéances à acquitter. Le sieur Deurbroucq pere paroissoit ferme dans sa résolution de ne rien faire pour son gendre ; ses enfants tomberent à ses genoux ; le sieur Michel Murphy se joignit à eux. « Eh ! bien dit-il, enfin vaincu par » ces instances, mes enfants, puisque vous êtes tous d'accord, » c'est de votre bien dont vous disposez ; mais je vous jure que » je persiste dans mes premieres idées ; si vous, M. Murphy, » ne partagez le fardeau avec moi ; je suis déjà dans de grandes

» avances avec votre frere, il faut aussi que vous l'aidiez ,  
 » vous y avez plus d'intérêt que personne ».

Il y eût ensuite , entre les deux chefs , quelques discussions sur la contribution ; le sieur Deurbroucq vouloit que le déficit eût été payé moitié par moitié entre eux : enfin il fut convenu que le sieur Deurbroucq contribueroit pour les trois quarts , & le sieur Michel Murphy pour l'autre quart.

Le sieur Patrice Murphy parut ; il déclara que ce déficit pouvoit être d'environ 300,000 livres, & il avoit, en ce moment, des raisons pour ne pas l'estimer plus fort, en y comprenant généralement toutes ses dettes ; il devoit compter sur des effets qui paroissent certains, & de la plus grande importance , qui se sont trouvés perdus dans la suite, tant en capital que bénéfices. On aura occasion de les rappeler dans la suite.

C'est relativement à cette déclaration que les sieurs Deurbroucq & Michel Murphy passerent entre eux un traité provisionnel, le 26 Juillet 1782 ; par lequel, après avoir déclaré vouloir, par humanité, venir au secours du sieur Patrice Murphy, l'arracher aux poursuites de ses Créanciers, & consentir de faire tout ce qui dépendoit d'eux pour lui éviter le déshonneur de manquer : ils ajoutent, « qu'en conséquence de » *sa déclaration* d'être en perte, & de devoir une somme » *d'environ 300,000 livres* ; ils consentent, savoir le sieur » Deurbroucq, de payer & acquitter les trois quarts de cette » somme, & le sieur Michel Murphy de payer & acquitter » l'autre quart ».

Si les sieurs Deurbroucq & Murphy ne parloient que d'une somme de 300,000, ce n'étoit donc que parce que le sieur Patrice Murphy avoit déclaré que sa perte pouvoit être telle ;

mais ces expressions n'étoient point limitatives , leur intention n'en étoit pas moins d'acquitter tout ce que le sieur Patrice Murphy devoit , parce que ce n'étoit que par ce moyen qu'ils pouvoient l'arracher aux poursuites de ses Créanciers. Cette vérité va devenir évidente par les circonstances qui ont suivi.

Le 3 Août 1782 , sept jours après ce traité sous signature privée , se passa une premiere procuration , par laquelle le sieur Patrice Murphy abandonna tous ses effets mobiliers & immobiliers à son beau-pere & à son frere , pour en faire l'éligement , promettant , de son côté , de ne faire aucune espece de commerce , sans quoi ils pourroient user contre lui de toutes les voies de Justice , pour se faire rembourser.

Comme cette procuration portoit pouvoir de substituer , ils en passerent le même jour une seconde au sieur Libault , où ils le chargerent de faire , en leur lieu & place , la liquidation des affaires du sieur Patrice Murphy , de recouvrer les crédits , de vendre les marchandises , & de payer les dettes , & s'obligerent de lui fournir les deniers nécessaires dans les proportions convenues : « Comme aussi , lesdits sieurs Deurbroucq & Michel » Murphy s'obligent de fournir audit sieur Libault , & à ses » premieres demandes & requisitions ; savoir , ledit sieur » Deurbroucq les trois quarts , & ledit sieur Michel l'autre » *quart des sommes qui seroient nécessaires pour l'acquit des dettes* » *dudit sieur Patrice Murphy* , afin d'éviter , s'il est possible , la » honte irréparable d'une faillite & d'un dépôt ; ainsi que » lesdits sieurs Deurbroucq & Michel Murphy en sont con- » venus particulièrement ».

Ce sont ces deux procurations qui ont fixé irrévocablement les obligations des sieurs Deurbroucq & Michel Murphy ; c'est la dernière sur-tout que le sieur Libault doit connoître ,



pour former les engagements respectifs entre lui & ses commettants : seule elle a dû faire la loi , & être la règle de son administration. Le billet du 26 Juillet lui est étranger ; il n'en est pas même fait la moindre mention dans cette procuration. Mais ce titre ne limite aucunement les dettes qu'il doit payer ; ce sont en général toutes les dettes du sieur Patrice Murphy. De quelque part qu'elles proviennent ; c'est pour l'acquies de toutes ces dettes que le sieur Deurbroucq doit fournir les trois quarts des sommes nécessaires , & le sieur Michel Murphy l'autre quart. Voilà de quoi ils sont convenus particulièrement.

Le sieur Michel Murphy avoit souscrit ces actes avec d'autant plus de connoissance de cause , que , dans l'intervalle qui s'étoit écoulé depuis le 26 Juillet , jusqu'à leur époque , il n'avoit pas manqué d'examiner les livres du sieur Patrice Murphy , surtout ayant été obligé d'entrer tout aussitôt en paiements. Cet examen avoit été une chose convenue entre lui & le sieur Deurbroucq , & c'est sur lui seul , qui demouroit dans la même maison que son frere , & qui tous les jours pouvoit être dans son cabinet , que cette opération tomboit , & non sur le sieur Deurbroucq , qui étoit au lit de la mort , & qui succomba quinze jours après. Quand après cela on le voit s'engager à payer indéfiniment le quart des dettes du sieur Patrice Murphy , n'est-il pas évident que cet engagement est le fruit des plus mures réflexions & des éclaircissements qu'il s'étoit procurés ?

C'est sur la foi des pouvoirs ainsi donnés , & des obligations ainsi contractées par les sieurs Deurbroucq & Michel Murphy , que le sieur Libault commença son travail. Il se chargea des livres , d'après un inventaire qu'il communiquera , si on

l'exige, quoique les Héritiers bénéficiaires aient osé avancer qu'il n'en avoit été rapporté aucun. Il vendit les marchandises, arrêta les comptes, suivit les Débiteurs, fit les paiements à leurs échéances, en prenant, dans la maison Deurbroucq, les fonds dont il avoit besoin, sauf à la créditer pour être payé sur le produit des effets, à mesure que les recouvrements s'en feroient. Et qu'on juge de l'étendue de ses peines & soins; ses affaires particulières emportoient déjà presque tout son temps. Il se vit donc dans le cas de tripler son travail. Il lui fallut sacrifier les instants qu'il donnoit à un délassement nécessaire, & même très-souvent une partie de la nuit; mais il avoit à cœur de remplir, avec distinction, la tâche qu'il avoit entreprise. Il ne consultoit que l'honneur de la famille, & son dévouement pour un beau-frère qui n'avoit été que malheureux. Il ne vouloit pas que son intérêt y fût pour rien; des droits de commission, qui seuls ont fait un objet de près de 10000 livres, lui étoient justement acquis sur la vente des marchandises existantes dans les magasins du sieur Patrice Murphy, & sur celles qui étoient venues à son adresse, après sa retraite du commerce. Il en fit le sacrifice au profit de la liquidation: mais aujourd'hui que l'ingratitude des Héritiers de Michel Murphy l'autorise à changer de sentiments, il n'entend plus user de la même générosité à leur égard, & il compte bien que sa commission lui sera payée sur le quart des paiements qui le concernent, & qu'il a faits, sauf à lui d'en faire l'application comme il le jugera à propos.

Après deux ans d'une gestion aussi laborieuse, le sieur Libault voulut en rendre compte. Le 28 Octobre 1784, il assembla chez lui le sieur Michel Murphy & les Héritiers Deurbroucq. Il leur représenta les livres qui lui avoient été confiés, & ceux qu'il avoit  
tenus :



tenus : il fixa d'abord leur attention sur la balance portée sur le journal du sieur Patrice Murphy, au 25 Juillet 1782, jour auquel remontoit la liquidation dont il s'étoit chargé, quoiqu'il ne l'eût commencée que depuis le 3 Août suivant, aux termes de sa procuration.

Le sieur Libault leur montra de suite la balance présentée le 28 Octobre 1784. Ils examinerent, avec exactitude, le crédit & le débet dont elle étoit le résultat. Il leur fournit, au soutien, tous les livres, papiers & quittances. Il leur donna enfin, sans aucune réserve, tous les renseignements convenables.

Les sieurs Dominique Deurbroucq & fils étoient portés, dans un seul article, Créanciers pour 457,255 livres 3 sols 8 den. Cet article étoit composé de la solde des autres Créanciers, qui, en conséquence, ne paroissent plus dans cette qualité, & de ce qui avoit été dû au feu sieur Deurbroucq, & à quelques-uns de ses enfants. C'étoit cet article principalement qu'il falloit examiner ; le sieur Libault l'avoit établi le dernier pour qu'on s'y fût plus particulièrement attaché : & c'est aussi ce que fit le sieur Michel Murphy ; il vérifia sur les livres ce qui avoit été payé, & des deniers de la maison Deurbroucq, & du produit de la vente des marchandises & des recouvrements sur les débiteurs. Il vérifia également les créances particulières de la famille Deurbroucq, qui avoient été acquittées, & les billets consentis par le sieur Patrice Murphy, qui avoient été remis au sieur Libault comme soldés. Rien, en un mot, ne lui fut caché de ce qui pouvoit l'instruire ; & il trouva que l'article de 457,255 livres 3 sols 8 deniers étoit juste. Il signa l'arrêté conçu en ces termes : « Arrêté ladite balance que nous  
» avons vérifiée & trouvé juste ; en conséquence nous en sommes

» satisfaits , & déchargeons M. Libault de toute reddition de  
» compte jusqu'à ce jour ».

Le sieur Michel Murphy avoit donc vérifié les comptes du sieur Libault ; il en avoit trouvé la balance juste , il en avoit été satisfait , il déchargeoit de toute autre reddition de compte ; il approuvoit conséquemment , d'après un examen sérieux , tout ce qu'avoit fait le sieur Libault ; il ratifioit les 457,255 livres 3 sols 8 deniers , portés au crédit des Héritiers Deurbroucq ; il reconnoissoit que cette somme avoit été employée au desir de la procurarion qu'il avoit donnée , & que par ce motif il ne pouvoit se dispenser d'en rembourser le quart.

C'est par une suite de ces conséquences que le premier Mai suivant il signa trois billets à ordre , montant ensemble à 135,791 livres 4 sols 6 deniers. Aussi portent-ils « que c'est » pour valeur dans le quart des paiements faits par lui ( sieur » Libault ) pour la liquidation des dettes du sieur Patrice Murphy , » suivant la procurarion du 3 Août 1782 , & sans détruire l'hypo- » theque par lui acquise ».

Depuis ces billets , le sieur Libault a encore payé , en acquit du sieur Patrice Murphy , différentes sommes , dont le quart , pour les Héritiers Michel Murphy , est de 16,414 livres 11 sols 5 deniers ; & ces paiements , il a toujours eu qualité de les faire , dès que la procurarion du 3 Août 1782 n'avoit point été révoquée. Il a , au soutien de ce compte particulier , tous les reçus ; il les a fait notifier : le remboursement ne peut par conséquent lui en être refusé.

A ce récit , conforme à la vérité la plus scrupuleuse , il est assez difficile de se persuader qu'on ait élevé sérieusement des difficultés sur le paiement des trois billets & des 16,419 livres 11 sols 5 deniers. Cependant , après le décès du sieur Michel



Murphy, sa succession ayant été prise sous bénéfice d'inventaire, le sieur Libault est intervenu dans l'instance, & y a formé sa demande. Consulté par deux des plus célèbres Avocats de cette Ville, il s'est contenté de signifier, au soutien, les trois billets de 135,791 livres 4 sous 6 deniers, & les reçus pour le compte particulier de 16,414 livres 11 sols 5 deniers, parce que ces titres portoient, par eux-mêmes, la conviction. C'est alors que les Héritiers, désespérés du mauvais état de la succession de leur pere, ont mis tout en usage pour détruire ces billets. Ils ont imaginé qu'ils ne devoient leur existence qu'à l'erreur & à la surprise; erreur en ce que le feu sieur Michel Murphy ne s'étoit engagé, par le traité du 26 Juillet 1782, que pour 75,000 livres, faisant le quart de 300,000 livres; surprise, en ce qu'on a compris, dans les trois billets, les dettes de la famille Deurbroucq, auxquelles il ne devoit pas contribuer.

Pour faire valoir ces moyens, les Héritiers ont pris des lettres de restitution contre ces billets, & en même-temps ils ont mis en cause les Héritiers Deurbroucq, pour faire sans doute prononcer contradictoirement avec eux la décharge des dettes qui les concernent. D'après ce détail où l'on est entré, il est déjà sensible qu'il ne faudra pas de grands efforts pour renverser un système qui n'a pour base que des intentions supposées au feu sieur Michel Murphy, & qu'il a pris soin lui-même de démentir par des actes multipliés.

L'erreur, est l'ignorance d'un fait essentiel, & qui seul eût empêché de contracter si on l'avoit connu. Elle est le plus grand vice des conventions, puisqu'elle exclut toute idée d'un consentement libre, sans lequel elles ne peuvent avoir lieu.  
*Non videntur consensire; qui ertant.*



On appelle dol, ou surprise, toute espece d'artifice dont quelqu'un se sert pour tromper un autre, & l'induire à traiter : *Labeo definit dolum omnem calliditatem, fallaciam, machinationem ad circumveniens, fallendum, decipiendum alterum adhibitam.* L. I. §. 1. ff. *De Dolo.*

Lorsque le sieur Michel Murphy a consenti ses trois billets, pour la somme de 135,791 livres 4 sols 6 deniers, a-t-il rien ignoré de ce qui pouvoit le déterminer à les signer ou à ne les pas signer ? Peut-on imputer au sieur Libault le moindre trait d'artifice pour surprendre sa reconnoissance & son engagement ; s'il n'y a rien de semblable, si le sieur Michel Murphy savoit ce qu'il faisoit, s'il devoit le savoir ; si on ne peut reprocher au sieur Libault aucun artifice pour dérober cette connoissance, alors disparoît toute idée d'erreur & de dol, & il ne doit rester aux Héritiers que la honte d'avoir compromis d'honnêtes Citoyens. *Nemo fraudare videtur eos qui sciunt & consentiunt.* L. CLXXXV. *De Regulis Juris.*

Mais on a dû voir que le sieur Michel Murphy ne pouvoit ignorer aucun des actes qui avoient précédé le moment de sa signature des trois billets, puisqu'il y avoit été partie ; il devoit connoître, & il connoissoit réellement le traité du 26 Juillet 1782, qui fait aujourd'hui le point d'appui des Héritiers, & où, suivant eux, il ne s'étoit engagé que pour 75,000 liv. faisant le quart de 300,000 livres. Il connoissoit la procuration du 3 Août suivant, qu'il avoit donnée au sieur Libault, & par laquelle il s'étoit obligé à faire raison du quart de toutes les dettes que ce dernier acquitteroit. Il avoit enfin vérifié les livres où la gestion du sieur Libault étoit détaillée, & où la baance de toutes les dettes acquittées, & des fonds employés avec acquit, avoit été portée dans un seul article de

457,255 liv. 3 s. 8 d. y compris toutes les dettes de famille.

Fût-il vrai que le sieur Michel Murphy ne se seroit obligé, par le premier traité, que pour une somme de 75,000 livres, que ce traité eût dû faire la base de tous ceux qui l'ont suivi; qu'il eût entendu enfin excepter de la contribution, à laquelle il s'étoit soumis, les dettes de famille, ses Héritiers ne pourroient donc pas davantage crier à la surprise & à l'erreur, lorsqu'il s'est obligé à payer le quart de toutes les dettes, par des billets, où il a déclaré expressément que ces billets étoient *pour valeur dans le quart des paiements faits par le sieur Libault . . . . . suivant la procuration de 1782.* Il s'ensuivroit seulement que, parfaitement instruit de l'état des affaires du sieur Patrice Murphy, & de la liquidation que le sieur Libault en avoit faite, il auroit renoncé à ses premiers engagements, pour les étendre indéfiniment au remboursement du quart de toutes les dettes, même de celles de famille; & n'ayant pas d'ailleurs été articulé un seul fait pertinent, qui annonce que le sieur Libault ait cherché à le surprendre, ce seroit toujours le cas d'appliquer la maxime *Nemo videtur fraudare eos qui sciunt & consentiunt*, & de faire tomber, par cela seul, la demande en restitution des Héritiers Murphy.

Mais il faut porter le raisonnement plus loin : si le sieur Michel Murphy a consenti les trois billets de 135,791 livres 4 sols 6 deniers, pour le quart des dettes, ce n'est pas qu'il ait changé de sentiments, & qu'il ait voulu donner, en ce moment, de l'extension à des engagements moins forts pris antérieurement; il n'a agi que conséquemment à des actes qui rendoient nécessaire l'obligation qu'il contractoit, & qui prouvoient que sa façon de penser avoit toujours été la même.

Le traité du 26 Juillet 1782, bien considéré, ne présente

d'autre idée que celle d'une volonté de la part des sieurs Dominique Deurbroucq & Michel Murphy, décidée pour venir au secours du gendre de l'un, & du frere de l'autre; de le soustraire aux poursuites de ses Créanciers, & à la honte d'une faillite, de se charger, pour cet effet, de ses dettes, & de les partager entre eux des trois quarts au quart. S'il énonce une somme de 300,000 livres, à quoi elles peuvent monter; si le sieur Michel Murphy s'y oblige d'en payer le quart, ce n'est que parce que le sieur Patrice Murphy l'avoit fixée ainsi par simple apperçu; mais sans entendre de part & d'autre qu'il y eût rien de limitatif, & dans l'exposé, & dans la promesse qui en est la suite. Aussi le sieur Patrice Murphy, en déclarant quelle pouvoit être sa perte, ne s'est-il servi que de ce terme vague, *environ 300,000 liv.* terme contraire à une détermination fixe, & qui doit s'appliquer à l'obligation des sieurs Deurbroucq & Michel Murphy, puisque, on le répète, elle est absolument relative à cette déclaration. S'il restoit quelque doute sur cette interprétation, il seroit levé par la procuration du 3 Août, donnée au sieur Libault, d'après celle que le sieur Patrice Murphy avoit consentie; ce n'est pas seulement le quart de 300,000 livres que le sieur Michel Murphy s'oblige de rembourser, mais indistinctement le quart de toutes les dettes du sieur Patrice Murphy: « Comme aussi » s'obligent lesdits sieurs Deurbroucq & Michel Murphy, de » fournir audit sieur Libault, & à ses premières demandes; » savoir le sieur Deurbroucq les trois quarts, & le sieur Michel » l'autre quart des sommes qui seront nécessaires pour l'acquit des » dettes dudit sieur Patrice Murphy ».

Il n'y a rien de limité dans cette soumission; il ne s'agit donc pas de rembourser le quart de 300,000 livres, mais géné-

ralement le quart de toutes les dettes. Voilà de quoi on étoit convenu, & cette déclaration explique bien clairement que c'est dans ce sens que doit s'entendre le billet ou traité du 26 Juillet ; sans cela, l'objet que l'on s'étoit proposé, d'arracher le] sieur Patrice Murphy aux poursuites de ses Créanciers, & de lui épargner la honte d'une faillite, seroit manqué ; puisque, s'il devoit rester des dettes au-delà de 300,000 livres, qui ne dussent pas être acquittées, il se trouveroit toujours exposé aux mêmes dangers, se trouvant, par l'abandon absolu de tout son avoir, hors d'état d'y satisfaire.

Quelque soit au reste le sens du billet du 26 Juillet, il ne peut être que très-indifférent pour la décision de la Cause. Ce n'est point ce billet, ou si l'on veut ce traité passé uniquement entre les sieurs Deurbroucq pere & Michel Murphy, & dans lequel le sieur Libault n'a point été partie, qu'il faut consulter, c'est la procuration du 3 Août seule, qui lui a été donnée, & qui a réglé les conditions sur la foi desquelles il l'a reçue. C'est dans cette procuration que les Parties ont eu intention de fixer définitivement leurs charges respectives, d'après une vérification des affaires du sieur Patrice Murphy, faite depuis le 26 Juillet, & sans dépendre même du premier traité. Aussi y ont-ils établi des clauses toutes nouvelles, telles que la solidité parfaite entre eux, pour l'exécution de leurs obligations. Mais cette procuration, qui seule fait la loi du sieur Libault, portant une obligation indéfinie de rembourser le quart des dettes acquittées, les Héritiers bénéficiaires sont donc étroitement assujettis à la remplir.

Le sieur Michel Murphy le pensoit bien ainsi, lorsque le 28 Octobre 1788, examinant, sur les livres du sieur Libault, son compte de gestion, établi en débet & crédit, il a adopté

la folde de 457,255 livres 3 sous 6 deniers, sur une vérification exacte de tous les articles dont elle étoit formée, qu'il a signé l'arrêté où il dit qu'il la trouve juste, & où il a déclaré décharger, en conséquence, le sieur Libault de toute autre reddition de compte jusqu'à ce jour.

Si d'après tous ces actes le sieur Murphy a souscrit trois billets montant ensemble à 135,791 livres 4 sols 6 deniers, s'il l'a fait librement, sans qu'il ait été employé aucune ruse, aucune tromperie, pour le surprendre & l'induire en erreur; sans qu'on voie rien de ce qui entre dans la définition du dol *Calliditas, fallacia, machinatio, ad circumveniens, fallendum, decipiendum alterum adhibita*. Comment donc a-t-on pu se prévaloir de la surprise & de l'erreur, pour fonder une demande en rescision?

Par cette discussion, les moyens des Héritiers Murphy se trouvent réfutés d'avance. Cependant, pour ne rien laisser à désirer, l'on va encore les reprendre, pour avoir occasion de détruire sans ressource toutes les objections qu'on a pu faire.

1.<sup>o</sup> Le traité du 26 Juillet 1782, où le sieur Michel Murphy n'a dû s'engager que pour le quart de 300,000 livres, & non pour le quart de toutes les dettes du sieur Patrice Murphy, est toujours le grand point d'appui des Héritiers, pour prouver qu'il n'a pas pu consentir des billets pour 135,791 liv. 4 sous 6 deniers, faisant le quart de ces dettes. Mais l'on a fait voir que les expressions du traité n'étoient point limitatives, que d'ailleurs ce n'étoit point ce traité qu'il falloit considérer, que la procuration du 3 Août, où l'obligation de rembourser généralement le quart des dettes étoit portée, faisoit seule la loi respectivement au sieur Libault.

Les Héritiers, pour échapper à cet argument sans réplique, se



se sont arrêtés à ces derniers termes de la clause , qui contient cette obligation indéfinie , *ainsi que lesdits sieurs Deurbroucq & Michel Murphy en sont convenus particulièrement* ; ils les ont en quelque sorte isolés. Ces termes, ont-ils dit , emportent le même correctif que si les Parties avoient répété mot pour mot la déclaration annoncée dans l'acte du 26 Juillet , de ne s'obliger que jusqu'à la concurrence de 100,000 écus.

Ce raisonnement pourroit avoir quelque couleur , si dans la clause il avoit été fait mention des 100,000 écus , ou même de l'acte du 26 Juillet où ils sont portés ; sans cela l'objection n'est qu'un sophisme , qui n'a même pas de quoi faire illusion. Toutes les parties d'une clause s'interprètent les unes par les autres ; celle qui la termine se réfère nécessairement aux parties qui précèdent , si le contraire n'est formellement exprimé. Cette vérité est pour le moins aussi certaine que celle qui s'applique à différentes clauses d'un même acte , & qui est contenue dans cette règle de droit. *Semper refertur ad specificata clausula generalis.*

L'on ne doit donc pas séparer cette disposition finale , *ainsi que lesdits sieurs . . . . . en sont convenus particulièrement* , du reste de la clause ; & alors il devient évident qu'elle ne peut s'appliquer qu'à ce qui est référé dans cette clause. Ainsi , lorsque les sieurs Deurbroucq & Michel Murphy se sont obligés *de fournir au sieur Libault , & à ses premières demandes , savoir le sieur Deurbroucq les trois quarts , & le sieur Michel Murphy l'autre quart des sommes nécessaires pour l'acquit des dettes* du sieur Patrice Murphy , en vue de lui éviter une faillite , on ne peut jamais entendre , par ces derniers termes , *ainsi qu'ils en étoient convenus* , si ce n'est que les Parties étoient convenues précédemment de fournir , l'un les trois quarts , & l'autre le quart des sommes nécessaires pour l'acquit des dettes du sieur Patrice Murphy.

Si cette explication est vraie en général, elle l'est spécialement à l'égard du sieur Libault, qui ne doit connoître que la procuration du 3 Août, où l'obligation du sieur Michel Murphy, pour le quart des dettes, a été contractée, & non l'acte du 26 Juillet qui lui est étranger, où il n'a pas été Partie, & sur lequel on a gardé le plus profond silence dans cette procuration. Ce silence, sur le contenu de l'acte du 26 Juillet, a dû lui faire croire que ce n'est pas de cet acte que les sieurs Deurbroucq & Murphy vouloient tenir, mais uniquement de leur procuration; qu'elle ne lui étoit donnée que pour être la règle de son administration, faire la loi entre lui & ses commettants, & en établir les conditions d'une manière absolue & indépendante de toute autre convention antérieure.

2.<sup>o</sup> Les Héritiers bénéficiaires se rabattent sur les dettes de famille que le sieur Libault a fait entrer dans la balance de 457,255 livres 3 sols 8 deniers, & qu'ils prétendent avoir dû être exceptées de la contribution à laquelle le sieur Michel Murphy s'étoit obligé. Ce n'est, objectent-ils, que parce que ces dettes devoient être distraites, que le sieur Patrice n'avoit parlé que d'un déficit de 300,000 livres, lors du traité du 26 Juillet, & que les sieurs Deurbroucq & Michel Murphy ne s'étoient engagés que pour cette somme. Ils n'avoient pris d'ailleurs cet engagement que pour arrêter les poursuites des Créanciers du sieur Patrice Murphy, & prévenir la honte d'une faillite & d'un dépôt; ce qui n'étoit pas à craindre, quand il n'auroit eu d'autres Créanciers que ceux de sa femme & les siens.

Les Héritiers reconnoissent donc au moins, par ce dernier raisonnement, devoir le quart des dettes étrangères, pour lesquelles des Créanciers pourroient poursuivre. Mais ils ne s'apperçoivent pas, qu'en donnant une pareille reconnoissance,

ils contredissent formellement leur premier système, de ne devoir que le quart de 300,000 livres, puisqu'il pourroit se trouver des dettes étrangères pour plus de 300,000 livres. Mais ce seroit trop leur accorder que de s'arrêter à cette réflexion. Il n'y a point eu de distinction entre ces dettes étrangères & les dettes de famille ; toutes ont été également soumises à la contribution.

D'abord la déclaration du déficit, faite par le sieur Patrice Murphy, lors du traité du 26 Juillet, n'est point ce qui doit fixer l'attention, dès que ce traité n'est pas le titre qui ait obligé le sieur Michel Murphy vers le sieur Libault.

Quand cette déclaration d'ailleurs pourroit fournir quelques conséquences, elles seroient plus contraires que favorables aux Héritiers Murphy. Si on réfléchit, en effet, sur la position où se trouvoit alors le sieur Patrice Murphy, l'on verra que sa perte ne devoit gueres être estimée à environ 300,000 livres, qu'en y comprenant les dettes de famille. Il avoit droit de compter sur des recouvrements considérables, qui paroissent alors certains, & qui l'eussent réduite à plus d'un tiers au-dessous de cette somme, à quoi ne montoient pas ces dettes.

Le sieur Patrice Murphy avoit contracté deux Sociétés ; l'une avec le sieur Camyn, de Marseille, & l'autre avec le sieur Kirwan, des Cayes. Il avoit versé 50,000 livres dans ces deux Sociétés, & tout lui faisoit concevoir les plus grandes espérances d'en retirer le capital avec de gros bénéfices. Cependant il n'en est pas rentré un sol ; tout a été perdu, & à Marseille & aux Cayes. Le sieur Kirwan, des Cayes, réclame même une forte somme, pour l'excédent des pertes ; ce qui fait la matière d'une instance. Le sieur Patrice Murphy avoit en outre un fort intérêt dans le Navire, *la Petite - Poste*, chargé

d'une riche cargaison : il en étoit l'Armateur. Ce Navire , après avoir attendu long-temps à Rochefort un convoi , parce qu'on étoit en guerre , étoit parti enfin sous l'escorte de quelques vaisseaux de guerre , qui l'avoient conduit à Porto-Rico. Il y étoit resté jusqu'à la paix, qu'il s'étoit rendu à Saint-Domingue. La cargaison étoit, dans la majeure partie, en comestibles qui se sont gâtés. Il ~~est resté~~<sup>survivent</sup> de plus une grande quantité de Navires, qui, par leur concurrence, ~~ont fait~~<sup>firent</sup> tomber les marchandises. Ces circonstances ont opéré une perte au moins de 33,431 liv. sur l'intérêt seul du sieur Patrice Murphy. Une spéculation que le sieur Patrice Murphy avoit formée sur des sucres a été encore manquée. Enfin diverses créances, qui paroissent bonnes, ont été perdues entièrement ; on n'en a rien retiré : ce seul objet est immense. Après des espérances si bien fondées d'un côté, & des événements si peu attendus de l'autre, est-il donc bien difficile de concevoir que le sieur Patrice Murphy n'eût pas même porté sa perte à 300,000 livres, s'il n'avoit entendu y faire entrer ce qu'il devoit à la famille Deurbroucq ?

Au reste, tous ces raisonnements deviennent superflus, d'après les actes ; pour que les dettes de famille eussent été exceptées, il falloit que l'exception eût été formellement exprimée, sur-tout dans la procuration du 3 Août 1782, qui fait le titre du sieur Libault ; & bien loin qu'elle fasse une pareille exception, elle porte au contraire l'obligation la plus générale d'acquitter les dettes du sieur Patrice Murphy ; ce qui enveloppe les dettes de famille comme les autres.

Mais, dit-on, ce n'étoit que pour épargner au sieur Patrice Murphy la honte d'une faillite, & le soustraire aux poursuites de ses Créanciers ; & ce motif étoit étranger aux parents, qui ne l'auroient jamais mis dans le cas de faillir.

On fait bien que , sans un pareil motif , les sieurs Deurbroucq & Michel Murphy ne se seroient pas chargés des dettes ; mais ce n'est jamais sur de simples inductions , tirées du motif qui a fait agir les Parties , & que chacun peut établir d'après son opinion particuliere , que l'on doit faire valoir des moyens de dol & d'erreur , comme suffisants pour rescinder des actes. Il faut que ces moyens soient constatés *directement* par des preuves claires & précises. *Dolum ex indiciis perspicuis probari convenit.* L. VI. cod. *De Dolo.*

Cette maxime a une application d'autant plus certaine à l'espece présente , que ces mêmes inductions , dont les Héritiers argumentent , peuvent se retourner avec avantage contre l'exception qu'ils veulent accréditer. Ce n'est que parce que les sieurs Deurbroucq & Michel Murphy ont voulu venir au secours du sieur Patrice Murphy , & l'empêcher de déposer , qu'ils sont convenus entre eux de partager toutes ses dettes , des trois quarts au quart , sans aucune restriction. Cette intention se manifeste principalement par le défaut d'avoir excepté formellement les dettes de famille ; elles faisoient un objet assez important pour ne pas mériter une stipulation expresse. Si cette stipulation n'a pas été faite , c'est une preuve qu'on a entendu que toutes les dettes , sans aucune distinction , seroient communes entre les sieurs Deurbroucq & Michel Murphy , dans les proportions convenues. « Nous voulons prévenir le déshonneur d'une faillite de la part de notre gendre & notre frere , il faut que nous prenions ses dettes sur notre compte , que nous les partagions suivant nos facultés , de maniere que l'un en supporte le quart & l'autre les trois quarts ». On le demande , un partage ainsi motivé & réglé , donne-t-il une idée d'exclusion d'aucunes dettes quelconques.

S'il en étoit ainsi , les proportions du partage ne seroient



plus gardées, il n'existeroit plus tel qu'il avoit été arrêté, puisque les Héritiers Deurbroucq, outre les trois quarts des dettes qu'ils feroient tenus d'acquitter, comme représentant leur pere, se verroient obligés de sacrifier encore 80,000 livres d'avances faites au sieur Patrice Murphy, & pour lesquelles il avoit consenti ses billets, lorsque les Héritiers Murphy n'auroient à supporter que le quart net des dettes étrangères, sans faire aucun autre sacrifice; & ce qu'il y a de non moins révoltant, il faudroit de plus que le sieur Chaurand, gendre du feu sieur Deurbroucq, courût également risque de perdre sa créance personnelle, qui provient d'un compte de commerce ouvert sur les livres, pour ventes & achats de marchandises, armement & désarmement de navires, quoiqu'il n'ait paru dans aucun acte pour en prendre l'engagement: vraisemblablement enfin on voudroit étendre les mêmes conséquences au sieur Libault, parce qu'il a paru en son nom pour se remplir d'une somme de 12,650 livres 13 fols, quoique cette créance soit plutôt celle du sieur Briere, des Cayes, que la sienne.

On dit que cette créance est plutôt celle du sieur Briere que la sienne; & en effet le sieur Briere, avant que de s'embarquer pour Saint-Domingue, en 1781, avoit remis au sieur Libault trois billets, sur le sieur Patrice Murphy, qu'il avoit endossés; il en avoit donné un bordereau comme suit:

|   |                          |       |
|---|--------------------------|-------|
| Billet de Patrice Murphy, du 22 Octobre |                          |       |
| 1780, à cinq mois; ci: . . . . .        | 4,225                    | liv.  |
| Autre du même, du 12 Mars 1781, à six   |                          |       |
| mois; ci: . . . . .                     | 4,176                    | 18 l. |
| Autre du même, du 2 Avril 1781, à six   |                          |       |
| mois; ci: . . . . .                     | 4,218                    | 15 f. |
| TOTAL. . . . .                          | <u>12,650 liv. 13 f.</u> |       |

Vient ensuite le mandat en ces termes : « Je prie M. Libault de  
» vouloir bien recevoir le montant des billets ci-dessus , à leur  
» échéance , ou de les renouveler , ou d'en placer le montant  
» en billets à long terme , aux mains de personnes solvables ,  
» approuvant d'avance , &c. »

Il résulte de là que les 12,650 livres 13 sols n'avoient jamais cessé d'appartenir au sieur Briere , & que le sieur Libault ne les avoit reçues que comme fondé de procuration ; & néanmoins , dans le système des Héritiers , cette créance , appartenante au sieur Briere , devoit encore être excluse de la contribution des trois quarts au quart , parce qu'il n'est pas à croire que le sieur Libault , laissé maître d'en disposer , eût fait des poursuites contre le sieur Patrice Murphy , qui l'eussent mis dans le cas de manquer. Ainsi les Héritiers Deurbroucq , déjà victimes de la bienfaisance de leur pere , par l'acquit des trois quarts des dettes du sieur Patrice Murphy , devoient encore l'être jusqu'à perdre leurs créances particulières , & à envelopper , dans leur perte , ceux dont ils auroient eu les intérêts à conserver ; tandis , on le répète , que le sieur Michel Murphy , le propre frere de Patrice , en eût été quitte pour le quart des dettes étrangères. De pareilles idées peuvent-elles se concilier avec le partage des dettes fait entre lui & le sieur Deurbroucq , dont l'esprit étoit si évidemment d'observer entre eux une égalité proportionnelle ?

Mais sans qu'il soit besoin de raisonnement , il suffit de suivre le sieur Murphy lui-même , & de consulter ce qu'il a fait , pour s'appercevoir qu'il a été le premier à contredire une prétention si injuste. Dès le jour de la signature de son traité avec le sieur Deurbroucq , il envoya chercher une partie exigible de la somme de 3,970<sup>1</sup> livres 12 sols six deniers , qui lui étoit due , & à sa société avec le sieur <sup>D'Haveloose</sup> Deurbroucq , le sieur

Libault y satisfit, & en a payé le reste aux échéances. Le sieur Michel Murphy n'entendoit donc pas que les dettes de famille dussent faire une classe à part, car c'étoit la même raison de décider pour ses propres créances & celles du sieur Deurbroucq.

On ne dira pas que ces paiements se soient faits à l'insçu du sieur Michel Murphy, puisque c'est lui qui tenoit le livre de caisse de sa Maison de Commerce ; que le sieur d'Haveloose, son Associé, soutient même qu'il s'est trouvé un vuide considérable dans cette caisse, dont il veut le rendre responsable. Il n'y entroit, en un mot, & il n'en sortoit aucuns deniers, sans qu'il en eût connoissance.

Ce qui s'est passé à l'égard de la femme du sieur Patrice Murphy, offre un autre fait non moins convaincant. Elle avoit apporté en dot une somme de 80,000 livres que le sieur Deurbroucq, son pere, avoit comptée; le sieur Patrice Murphy l'avoit employée dans son commerce: la reprise en étoit due à la dame Murphy, séparée de biens, sur les effets & fonds de son mari; & cette reprise a eu lieu depuis l'acte du 3 Août 1782. Par un traité sous seing privé, passé entre elle, d'une part, la dame veuve Deurbroucq & le sieur Michel Murphy de l'autre, il est stipulé que ces deux derniers, lui abandonnent à valoir aux 80,000 livres le quart de la maison Durbé, estimé par Experts 70,000 livres; & pour l'excédent, qui est de 10,000 l. le sieur Michel Murphy, ainsi que la dame veuve Deurbroucq donnent ordre au sieur Libault de les compter sur les recouvrements & crédits de la liquidation; ils le signent, & cet ordre a été exécuté.

C'est bien là, sans doute, une de ces dettes qui doit avoir le caractère le moins équivoque d'une dette de famille, & le sieur Michel Murphy ne balance pas à consentir que le  
sieur



Libault l'acquitte. En conséquence de la procuration qu'il lui a donnée, il en donne l'ordre, il le signe, & les Héritiers bénéficiaires du sieur Michel Murphy soutiendront encore que les dettes des Héritiers Deurbroucq, comme dettes de famille, devoient être exceptées du traité, que ce traité ne tomboit que sur les dettes étrangères, tandis que celle de la femme même, la plus intéressée à sauver l'honneur de son mari, à ne faire aucunes poursuites qui pussent précipiter l'éclat d'une faillite, auroit été dans le cas d'être acquittée ! Encore si par un sentiment de commisération pour une femme & des enfants, on s'étoit cru obligé de lui faire cette faveur ; mais les Héritiers bénéficiaires assurent eux-mêmes qu'il s'en falloit bien qu'elle fût dans le besoin, puisqu'elle trouvoit, dans les successions de ses pere & mere, son huitieme de plusieurs millions. Non, il n'est personne qui ne soit révolté de tant d'inconséquences.

Enfin ce n'est pas seulement en donnant ordre au sieur Libault d'acquitter des dettes de famille, que Michel Murphy a combattu le système de ses Héritiers, qu'il l'a démenti, c'est en examinant les comptes du sieur Libault, établis en débit & crédit sur ses livres, & bien balancés ; c'est en vérifiant cette balance, réduite dans un seul article, & tous les articles dont elle est composée, & qui sont, tant pour dettes étrangères, que pour dettes de famille ; c'est en l'approuvant & en déchargeant le sieur Libault de toute autre reddition de compte. Arrêté *ladite balance que nous avons vérifiée & trouvé juste. . . . . déchargeons M. Libault de toute autre reddition de compte jusqu'à ce jour.*

Les Héritiers conviennent que si le sieur Libault avoit représenté un compte détaillé au sieur Michel Murphy, ils n'auroient plus à se plaindre, il seroit présumé avoir contracté avec con-

noissance de cause. Mais le voilà ce compte, il a été représenté; quel sujet de réclamation leur reste-t-il donc?

Pour faire disparaître ces conséquences qui les accablent, ils réunissent ici tous leurs efforts pour écarter ces comptes. L'on ne voit point, objectent-ils, que le sieur Libault en ait donné, au sieur Michel Murphy, qui fussent en règle, qu'il ait procuré les renseignements qui convenoient, qu'il ait représenté les pieces au soutien. Le sieur Michel Murphy étoit un homme facile & crédule, sans soin, sans attention pour ses affaires, qui s'est reposé aveuglément sur la bonne-foi du sieur Libault, & n'a pas pris soin d'approfondir ses opérations. Enfin l'arrêté de compte qu'il a signé n'étoit qu'une approbation de la gestion du sieur Libault, qui n'emportoit par elle-même aucune obligation.

Il seroit peut-être difficile d'entasser plus d'absurdités à la fois; quels autres comptes pouvoit-on exiger du sieur Libault, que ceux qui sont sur ses livres, comptes détaillés avec la plus grande exactitude, & qui portent au crédit la solde de tous les Créanciers, soit étrangers, soit de la famille, & au débit tous les recouvrements, soit sur les débiteurs, soit sur le produit des marchandises, & où, du rapprochement de ces deux chapitres, résulte une solde de 457,255 livres 3 sols 8 deniers, au profit de la maison Deurbroucq qui avoit fait les avances.

Pour rendre ces opérations plus sensibles, on suppose que dans <sup>une balance</sup> ~~le chapitre au crédit~~ il y ait pour 600,000 livres de différentes créances ~~acquittées~~, & que, dans <sup>la suivante elle seant</sup> ~~le chapitre au débit~~,

*disparues mais* qu'il y ait, pour la même somme, une créance unique au profit d'un seul; le résultat étant le même, il s'ensuivra que c'est des fonds de cet unique Créancier que tous les autres auront été payés. Si ce résultat est inégal, si par exemple ~~les chapitres~~ <sup>toutes</sup> les anciennes créances sont disparues & que la somme en faveur de ce nouveau Créancier soit inférieure





~~au débit ne balance pas celui du crédit~~, cette différence viendra de ce que c'est avec les fonds rentrés qu'une partie de ces Créanciers aura été satisfaite ; mais l'esprit de l'opération n'en fera pas moins le même , & voilà comme les comptes du sieur Libault se trouvent sur ses livres. Le sieur Michel Murphy l'a vérifié ; il a rapproché l'article unique de 457,255 l. 3 sols , des articles détaillés dans les deux chapitres de crédit & de débit , & composés de dettes étrangères & de dettes de famille. Rien ne lui a été caché , tout a été mis sous ses yeux , non-seulement les livres , mais encore les lettres , les billets acquittés , &c. & pour ne point sortir des opérations relatives à la famille Deurbroucq , on lui a fait voir tous les billets du sieur Patrice Murphy , consentis à son beau-pere , pour avances faites , & que la dame veuve Deurbroucq avoit remis au sieur Libault comme acquittés ; on le trouve référé à la page 388 du Journal. Le sieur Michel Murphy a attesté tous ces faits dans l'arrêt de compte ; il y a déclaré formellement qu'il les avoit vérifiés. *Arrêté ladite balance que nous avons vérifiée & trouvé juste.* Comment les Héritiers seroient-ils donc écoutés sur une allégation contraire , qui n'a pour tout fondement qu'un reproche injurieux à la mémoire de leur pere , celui d'une négligence habituelle dans ses affaires , & d'une crédulité aveugle approchant de l'imbécillité ?

Mais s'il pouvoit encore rester quelques soupçons sur les comptes du sieur Libault & leur vérification , il y auroit un moyen bien simple de les dissiper , ce seroit de compulser les livres , & le sieur Libault consent qu'ils le fassent , si les Héritiers l'exigent , parce que ce sera pour lui un moyen de plus de faire triompher son innocence , & de mettre , dans un plus grand jour , l'exactitude de sa gestion.

Le sieur Michel Murphy , disent ses Héritiers, n'a fait qu'approuver cette gestion , par son arrêté de compte , sans contracter aucune obligation. C'est-là sans doute l'aveu le plus décisif que ces Héritiers pussent jamais donner contre eux-mêmes. Pourquoi le sieur Libault présentait-il ses comptes au sieur Michel Murphy ? Pourquoi le sieur Michel Murphy les examinait-il, & en faisait-il l'arrêté, si ce n'est parce que le sieur Libault , de son côté , étoit le Procureur spécial du sieur Michel Murphy ; qu'en cette qualité il étoit tenu de l'instruire de son administration , & que le sieur Michel Murphy de l'autre étoit en droit d'exiger ces comptes, que c'étoit à lui de les examiner & de les approuver s'il les trouvoit justes , ou de les rejeter s'ils ne l'étoient pas. On n'a donc agi de part & d'autre , dans ces opérations , qu'en conséquence de la procuration du 3. Août 1783. Et delà cet argument : Puisque le sieur Michel Murphy a approuvé les comptes du sieur Libault après les avoir vérifiés , il a donc reconnu que tous les recouvrements & les paiements qu'il avoit faits , que tous les engagements qu'il avoit pris étoient légitimes , que la somme avancée par la maison Deurbroucq avoit été bien employée , qu'elle l'avoit été au desir de la procuration du 3. Août 1782. Mais en reconnoissant que cette somme avoit été employée au desir de cette procuration , c'étoit nécessairement se reconnoître obligé d'en rembourser le quart, cette obligation étant respectivement au sieur Libault la clause essentielle de cette procuration même.

Quand , à la suite de ces reconnoissances si solennelles , le sieur Michel Murphy a donné ses billets de 135,791 livres 4 sols 6 deniers pour ce quart, qu'il les a conçus , *pour valeur dans le quart des paiements faits par le sieur Libault pour la liquidation des dettes du sieur Murphy , suivant la procuration du 3. Août*

1783, peut-on encore entendre de sang-froid les Héritiers soutenir que le sieur Michel Murphy les a donnés sans avoir eu des instructions suffisantes, sans qu'ils aient été précédés d'un compte; qu'il est tombé dans l'erreur, qu'il a été surpris en s'obligeant pour le quart de toutes les dettes, qu'il ne doit que le quart de 300,000 livres; que ses billets enfin sont l'équivalent d'un engagement exprimé de cette manière: « Je promets » de payer 135,791 livres 4 sous 6 deniers, pour l'obligation » que j'ai contractée d'en payer 75,000 livres ». Ce seroit bien alors qu'on devroit croire à l'imbécillité du sieur Michel Murphy qui auroit souscrit cette promesse, & même à celle du sieur Libault qui l'auroit reçue. Mais comme les Héritiers n'ont pas encore porté les choses jusqu'à se faire un moyen sérieux de cette situation d'esprit, ils permettront qu'on laisse à l'écart leurs idées chimériques, pour s'en tenir aux billets, dont la cause est exprimée si énergiquement qu'ils peuvent seuls faire titre sans le secours d'aucune autre pièce, & qu'aussi deux Jurisconsultes, qui méritent la confiance publique, l'avoient-ils décidé ainsi, dès le principe, en prescrivant au sieur Libault de les faire valoir seuls.

On finit par la réfutation d'un fait que les Héritiers bénéficiaires n'ont avancé que pour aggraver encore les soupçons sur le compte du sieur Libault. Rien ne prouve, disent-ils, que les livres du sieur Patrice Murphy soient dans le même état qu'ils pouvoient être lorsqu'il s'en est ressaisi; il s'étoit obligé de les faire constater par un inventaire, & il ne l'a pas fait cet inventaire, il n'en représente aucun.

Le sieur Libault pourroit se borner à répondre que, si dans le premier accord des sieurs Deurbroucq père & Michel Murphy, il est porté que les livres & papiers du sieur Patrice

Murphy seront constatés par un inventaire ; il n'en a pas été mention dans la procuration du 3 Août, qui seule fait sa loi, qu'il n'y étoit point assujetti, & que par conséquent il n'y auroit point de reproche à lui faire si on avoit négligé cette formalité.

Mais le sieur Libault, en se bornant à ce premier moyen, craindroit qu'il restât quelques nuages sur sa défense ; il y a eu un inventaire, il en notifiera copie par extrait, il le communiquera même en original, si on l'exige. On ne pourra pas supposer qu'il ait été fait après coup, puisqu'il est signé de la feu dame Deurbroucq, décédée il y a trois à quatre ans.

Le sieur Libault croit maintenant, avec la plus grande confiance, devoir être tranquille sur le sort des trois billets qui ont été passés à son ordre par le feu sieur Michel Murphy. Ils ont été le résultat des obligations qu'il avoit contractées, & qu'il avoit reconnues par une foule d'actes ; ils ont été consentis avec la plus entière connoissance de cause, ils doivent donc être payés.

Mais ce qui le touche de plus près, est le genre d'exception qu'on a mis en usage pour les faire tomber, ou du moins pour les réduire. Le sieur Michel Murphy n'a souscrit ces billets que parce qu'il a été induit en erreur par le sieur Libault, qui l'a *trompé*, qui lui a *faussement persuadé* que le sieur Patrice Murphy étoit en arriere, envers des Créanciers étrangers, de toute la somme dont ces mêmes billets forment la quatrième partie.

Pour réussir plus sûrement, le sieur Libault s'est bien donné de garde de lui donner les éclaircissements convenables, de lui *fournir un compte* détaillé qui lui eût fait connoître la distinction des dettes ; il lui a *laissé ignorer* que le quart des crédits, sur lesquels son obligation pouvoit tomber, s'y trouvoit englobé avec

*ceux auxquels elle ne s'appliquoit pas. Dès le principe de la gestion, le sieur Libault s'étoit ressaïsi des livres du sieur Patrice Murphy, sans en faire constater l'état par un inventaire. On ne peut être assuré qu'ils soient les mêmes qu'ils étoient lorsqu'ils sortirent du cabinet de ce Négociant.*

Il a abusé de la crédulité du sieur Michel Murphy, qui se reposoit sur lui, & de son peu de soin & d'attention à ses affaires, qui prêtoit tant à la surprise; & c'est sur ces moyens qu'ont été prises des lettres de restitution en forme.

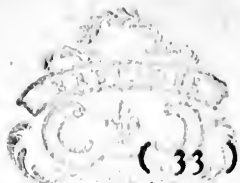
Le caractère de bonne-foi est principalement ce qui doit distinguer un Négociant; c'est par-là sur-tout qu'il peut soutenir son crédit: il a conséquemment le plus grand intérêt à repousser tout ce qui peut y porter la plus légère atteinte. Et quel coup plus frappant peut-il éprouver que celui d'une inculpation de dol & de fraude, consigné dans un écrit, rendu public par la voie de l'impression? Le sieur Libault, jaloux de conserver la réputation intacte dont il a joui jusqu'à présent, & de soutenir avec honneur le bon nom qui lui a été transmis, ne peut donc trop faire éclater sa sensibilité. Son premier mouvement avoit été de rendre plainte; mais il a cru, à la réflexion, qu'en se réduisant à demander la suppression du Mémoire, ou du moins la radiation des termes injurieux, ce seroit de sa part un trait de modération, qui ne pourroit manquer d'être accueilli.

On observera, avant que d'y conclure, que le sieur Libault a ajouté à sa demande principale celle de 16,414 liv. 11 sols 5 deniers, pour le quart de différens paiemens faits depuis les billets du premier Mai 1785. Les Héritiers prétendent, qu'à l'appui de cette demande, le sieur Libault n'a aucun titre, pas même un titre vicieux. Mais c'est vouloir tout contester contre la foi des titres même dont ils ont connoissance. La



procuration du 3 Août 1782, où le sieur Libault s'est chargé de faire la liquidation des dettes du sieur Patrice Murphy, & de les acquitter, & où le sieur Michel Murphy s'est obligé d'en rembourser le quart, n'a jamais été révoquée; toujours elle a subsisté. Voilà le titre aux fins duquel le sieur Libault a payé; il a fourni le compte de ces paiements. Au soutien de ce compte, il a fait signifier les reçus, & il offre de les communiquer. Il ne reste donc aucun prétexte pour lui refuser son remboursement; il veut bien seulement prévenir les Héritiers que cette dette s'évanouiroit, qu'il leur reviendrait même une somme, s'il parvenoit à faire acquitter deux contrats de 30,000 l. chaque, hypothéqués sur la terre de la Sénéchalais, en Saint-Etienne, consentis par le sieur Kirwan au sieur Patrice Murphy, & exigibles depuis long-temps. Le compte qu'il rendra à la fin de sa gestion apprendra alors aux Héritiers ce qu'ils auront à retirer ou à payer; mais comme il n'est pas obligé d'attendre cette discussion, il n'en est pas moins fondé à demander dès à présent le paiement de ce qu'il a déboursé. Il requiert, ce considéré :

Qu'il vous plaise, Messieurs les Procureurs des Parties mandés à l'Audience, lui donner acte de sa déclaration d'employer la présente pour réponse à la Requête imprimée des Héritiers bénéficiaires du sieur Michel Murphy; & vu les offres, de communiquer toutes les pieces ci-dessus référées, & son consentement même que ses livres de Commerce, relatifs à la liquidation dont il a été chargé, soient compulsés, si on l'exige, sans s'arrêter aux lettres de restitution obtenues à la Chancellerie le 15 Mars 1788, & à la demande d'entérinement qui a été formée, lui adjuger les fins & conclusions qu'il



a prises par sa demande d'intervention dans l'instance de bénéfice d'inventaire de la succession du feu sieur Michel Murphy, avec dépens. Et faisant droit dans sa demande incidente, ordonner que la Requête imprimée des Héritiers bénéficiaires, signifiée le 30 Avril 1788, demeurera supprimée au Greffe, ou que du moins les termes injurieux ci-dessus exprimés seront rayés; de tout quoi sera rapporté procès-verbal, par un Commissaire, & permettre enfin au Suppliant de faire imprimer & afficher la Sentence qui interviendra, laquelle sera exécutée, par provision, aux termes de l'Ordonnance : décerner acte enfin au Suppliant de sa réserve des droits de commission sur les paiements qu'il a faits en conséquence de la liquidation dont il a été chargé, quoique ce soit néanmoins sur le quart de ces paiements, qui regarde la succession bénéficiaire, sauf à lui d'en faire l'application au profit des Hôpitaux ou autrement.  
*Signé, LIBAULT, Partie.*

M.<sup>e</sup> HEULLIN DE LA MARTINAIS, Avocat.

M.<sup>e</sup> CLAVIER, Procureur.

---

A N A N T E S,

De l'Imprimerie de BRUN aîné, seul Imprimeur-Libraire ordinaire du Roi & de la Chambre des Comptes, place Saint-Nicolas,

